



ÉDUCATION. Lors de sa visite au lycée Alexis-de-Tocqueville

Hervé Morin interpellé par un enseignant

MARDI, Hervé Morin, président de la Région Normandie, était en visite au lycée Alexis-de-Tocqueville de Cherbourg-en-Cotentin pour découvrir les installations et surtout constater l'ampleur des travaux de réhabilitation financés par la Région.

Bertrand Hulin, professeur d'histoire-géographie, a pris la parole après cette visite. Il a, entre autres, évoqué cette rentrée scolaire marquée par la crise sanitaire et a énuméré un certain nombre de questions que se posent actuellement l'ensemble des personnels du lycée : accès difficile à un point d'eau et à du gel hydroalcoolique, fourniture de masques aléatoires, des locaux inadaptés au risque épidémique...

Bertrand Hulin a également évoqué la carte des formations actuelle et à venir. Notamment le BTS CRCI (chaudronnerie) passé du statut scolaire au statut d'apprentissage, avec un seul groupe d'étudiants, empêchant ainsi un certain nombre de candidats d'entrer en formation. « La situation semble être en passe de se régler, avec la constitution d'un second groupe. Nous attendons que cela se concrétise », ajoute l'enseignant.

Il a également évoqué les limites de la politique de formation « centrée sur le tout apprentissage », en prenant pour exemple l'école d'usinage de Valognes. « Ce changement n'a pas rencontré les besoins des élèves en bac pro TCI, puisqu'un nombre significatif d'entre eux s'est détourné de la possibilité d'entrer en BTS, pour des raisons nombreuses et complexes. Cela mérite en tout cas un travail basé sur l'expertise des collègues. »

« Un procès injuste »

Bertrand Hulin a conclu son intervention sur l'investissement de la Région dans les lycées ainsi : « Loin d'être un investissement de confort, il s'agit de garantir aux usagers un service public normal en bénéficiant de locaux aux normes. L'échange que nous souhaitons avec la Région doit s'inscrire dans le long terme et être innovant. »

Hervé Morin n'a pas manqué de répondre à cette intervention. « Je ne suis pas ministre de l'Éducation nationale. Je pense que le procès que vous me faites est injuste. Nous oeuvrons pour améliorer les conditions de travail et la pédagogie pour que nos jeunes réussissent plus facilement. »

Le président normand a, entre autres, cité en exemple les 4 millions d'euros investis pour lutter contre la fracture numérique, le développement de l'orientation avec l'agence de l'orientation ou encore faire que les cantines passent à 80 % par les filières courtes.

Julien LUCAS



Hervé Morin a été interpellé par un enseignant sur plusieurs sujets